

La Kabylie et la question berbère :

(2^e partie et fin)

Salem Chaker et
Saïd Doumane^(*)

français, puis les forces néocolonialistes et impérialistes, le sionisme, etc.).

Spécificités kabyles : des spécificités socioculturelles

Si le paramètre berbère est toujours et partout en Afrique du Nord suspect et géré avec une attention particulière par les autorités, les données sociopolitiques récentes montrent que la Kabylie, à travers ces crises ouvertes récurrentes, connaît une situation tout à fait exceptionnelle. Pourquoi cette spécificité kabyle ? La question peut d'autant moins être éludée que les données anthropologiques fondamentales et les expériences historiques sur la longue durée des diverses régions berbères sont assez comparables. Différents facteurs explicatifs peuvent être avancés, qui tous découlent de l'histoire récente, notamment de l'histoire coloniale.

La Kabylie est la seule région berbère possédant des élites modernes, majoritairement francophones, nombreuses et de formation ancienne — dès le début du XX^e siècle ; sur ce plan, le contraste avec les Aurès ou les régions berbérophones marocaines est saisissant. Seule la Kabylie a connu une acculturation occidentale (française) profonde, par le biais d'une scolarisation significative et ancienne (dès la fin du XIX^e siècle) et par le biais de l'émigration de masse vers la France. Cette acculturation touche en profondeur le tissu social, y compris rural et féminin. La France et ses valeurs républicaines sont des références très présentes, même chez les analphabètes kabyles. De plus, ses valeurs politiques modernes s'enracinent dans une tradition locale de démocratie villageoise, dans laquelle chaque individu (mâle) est un «citoyen» ayant, en principe, les mêmes droits politiques que tous les autres. La Kabylie est la seule région berbère où la culture politique de type moderne est d'implantation ancienne et large, principalement à travers l'expérience de l'émigration ouvrière massive vers la France depuis près d'un siècle, et à travers l'expérience du Mouvement national algérien (au sein duquel les Kabyles ont joué un rôle décisif à partir de 1926). M. Harbi a, depuis longtemps (1980/a, p. 61), mis en évidence l'existence d'un sentiment de «fierté kabyle», fondé sur le sentiment d'être «en avance politiquement sur le reste de l'Algérie». Sentiment puissamment renforcé par la

en cause potentielle des fondements de la Nation et de l'Etat ^(*).

Des minorités encombrantes

En premier lieu, le paramètre démographique semble décisif, bien que rarement perçu et explicité : en Afrique du Nord, du moins en Algérie et au Maroc, les berbérophones sont certes minoritaires, mais ils constituent des minorités conséquentes puisqu'on les évalue à 20-25% de la population algérienne et à 35-40% de la population marocaine. Ces données démographiques contiennent en elles-mêmes un élément de compréhension essentiel de la tension qui a toujours régné autour de cette question : les berbérophones ne sont pas des minorités insignifiantes que les Etats pourraient facilement «oublier», gérer et intégrer. Ce sont des populations nombreuses, concentrées sur des régions généralement bien individualisées et qui de ce fait posent un problème structurel aux Etat concernés.

Un environnement idéologique hostile

Mais la configuration qu'a prise la revendication berbère en Kabylie depuis une trentaine d'années ne peut se comprendre qu'en référence à un contexte idéologique et politique globalement hostile à l'identité berbère. Hostilité structurelle qui a induit une affirmation réactive, d'abord de certaines élites culturelles et politiques, puis de la population dans son ensemble. Car l'hostilité à (ou la méfiance vis-à-vis de) la berbérité était — et reste, malgré des assouplissements récents — partagée par tous les courants idéologiques dominants au Maghreb, de Gauche comme de Droite, modernistes ou conservateurs, tous fortement représentés dans les appareils idéologiques (d'Etat ou non) :

- D'abord l'arabo-islamique, dont il faut rappeler qu'il est consubstantiel des Etats maghrébins, puisque dès les tout débuts des projets nationalistes, tant algérien que marocain, les Etats-nations projetés sont expressément définis comme arabes et musulmans. Et les différentes Constitutions et textes d'orientation fondamentaux depuis l'indépendance n'ont jamais varié sur ce point : «les Algériens sont Arabes et musulmans» ^(*).

- Ensuite le centralisme jacobin, bien entendu directement hérité de l'expérience politique de la France. Les élites algériennes, politiques et autres, ont été longtemps très majoritairement de formation française et la constitution

Les élites algériennes, politiques et autres, ont été longtemps très majoritairement de formation française et la constitution des champs politiques maghrébins a été profondément influencée par l'expérience historiques e la France. Même les élites arabophones, formées au Moyen-Orient, partagent en fait le même stock de références, notamment en matière de conception de l'Etat, à travers le nationalisme arabe dont on sait que l'inspiration principale a été le modèle français («une nation, un territoire, une langue, uns et indivisibles»).

des champs politiques maghrébins a été profondément influencée par l'expérience historiques de la France. Même les élites arabophones, formées au Moyen-Orient, partagent en fait le même stock de références, notamment en matière de conception de l'Etat, à travers le nationalisme arabe dont on sait que l'inspiration principale a été le modèle français («une nation, un territoire, une langue, uns et indivisibles»). En Algérie, cette conception a été puissamment renforcée par une influence durable de modèles de fonctionnement politique très autoritaires et violents, dans le Mouvement national déjà, puis dans l'Algérie indépendante du parti unique (FLN). Jacobinisme et autoritarisme politique ne pouvaient que développer une approche répressive vis-à-vis de la diversité linguistique et culturelle.

- Enfin, surtout en Algérie, les conditions historiques — une colonisation négatrice et ouvertement assimilationniste — a induit un nationalisme réactif exacerbé, en particulier pour tout ce qui touche aux questions d'identité. Il y a de, manière lourde, un complexe identitaire algérien qui s'est constitué dans le regard de la France coloniale. Depuis les début du nationalisme algérien, toute mise en avant de la berbérité, est immédiatement suspecte et perçue comme un facteur de division de la Nation, directement ou indirectement fomenté et soutenu par «l'ennemi extérieur» (= le colonialisme

Le mouvement des archs n'est donc pas la résurgence fonctionnelle ou la réactivation de structures sociopolitiques locales traditionnelles : y voir le mouvement de résistance des «tribus kabyles» ^(*) est un anachronisme manifeste. On doit plutôt le considérer comme le réflexe vital d'une société agressée et désemparée qui se réfère, faute d'autres structures crédibles et efficaces, à ses modes traditionnels de solidarité : face à la mort et à la violence sans limite de l'Etat, ce sont les liens sociaux les plus élémentaires qui ont fonctionné. Ceci n'enlève rien à la représentativité des coordinations qui ont organisé le mouvement ; mais il s'agit d'une représentativité de fait, légitimée par une forte adhésion populaire, en réaction à la violence de la répression. Il s'est en réalité produit en 2001 ce qui s'est toujours

Certains leaders et tendances du mouvement des archs, certains courants politiques algériens et commentateurs ont présenté la plate-forme d'El-Kseur et le mouvement de protestation de 2001 comme un phénomène radicalement nouveau par rapport aux revendications culturelles et linguistiques traditionnelles de la région depuis 1980, en mettant en exergue l'élargissement des objectifs et leur caractère national.

produit en Kabylie face à la répression ou aux violences étatiques : une réaction de protestation de la jeunesse et de minorités très politisées, immédiatement relayée par un puissant mouvement de solidarité populaire, qui va mobiliser les profondeurs de la société.

Le schéma est exactement le même qu'en 1980 lors du «Printemps berbère», même si les formes ne sont pas tout à fait identiques et si les initiateurs n'appartiennent pas aux milieux sociologiques et politiques. Cela signifie qu'il existe en Kabylie un tissu de solidarités sociales extrêmement fort qui, en dehors de tout véritable encadrement politique de la société, permet néanmoins d'impressionnantes mobilisations de masse. C'est d'ailleurs ce qui permet de comprendre le mode de gestion de cette crise, comme des précédentes depuis 1980, par les autorités algérienne : face à une protestation qui relève plus du mouvement social largement spontané et décentralisé que d'un projet politique structuré, aux trois plans de la doctrine, des objectifs et de l'organisation, le pouvoir joue régulièrement le pourrissement et table sur l'usure inéluctable. Dans ce type de contexte, l'Etat central ne peut qu'avoir le dernier mot : il lui suffit «de donner du temps au temps».

«Mouvement des archs» (kabyles) ou «Mouvement citoyen» ?

Très rapidement aussi (juin 2001, puis octobre 2001), le mouvement formule et explicite longuement ses revendications à travers des textes de références (la plate-forme d'El-Kseur, Cf. documents annexes). L'analyse de ces documents fait apparaître assez clairement leur caractère composite ; ils comportent aux moins trois grandes composantes :

- a- la réaction à la répression sanglante et l'exigence de réparation morale et matérielle (y compris la condamnation des responsables de la tuerie) ;

- b- la reprise de la revendication «historique» de la région («Tamazight langue nationale et officielle») ;

- c) un ensemble de revendications politiques et socioéconomiques, visant à l'instauration de l'«Etat de droit et de la justice sociale».

Cette dernière dimension, la plus étoffée dans les explicitations, comporte une critique radicale de l'appareil d'Etat algérien, régulièrement présenté comme «corrompu et corrompé». Certains leaders et tendances du mouvement des archs, certains courants politiques algériens et commentateurs ont présenté la plate-forme d'El-Kseur et le mouvement de protestation de 2001 comme un phénomène radicalement nouveau par rapport aux revendications culturelles et linguistiques traditionnelles de la région depuis 1980, en mettant en exergue l'élargissement des objectifs et leur caractère national.

Cette thèse transparaît notamment dans l'une des dénominations utilisée pour désigner le mouvement : en effet, «Mouvement des archs», qui se réfère plutôt à l'ancrage local et spécifiquement kabyle, est immédiatement concurrencé par «Mouvement citoyen», qui souligne la dimension nationale, moderne et

démocratique de la protestation. Une analyse de textes systématique sera nécessaire, et certainement révélatrice, pour identifier qui utilise l'une ou l'autre des appellations et quand et où précisément chacune d'elles apparaît ; mais une tendance lourde est aisément et immédiatement détectable : les courants idéologiques et politiques de la gauche nationale (dans toutes ses nuances) et leurs relais internationaux optent pour le «Mouvement citoyen».

Pour notre part, nous resterons beaucoup plus circonspects quant au caractère novateur du mouvement de 2001 : les équilibres entre les composantes revendicatives sont sans doute différents de ce que la Kabylie avait connu jusque là, mais les trois mêmes thématiques sont toujours présentes, depuis 1980 et même depuis 1963 : a) réaction à la répression ;

b) reconnaissance de la langue et de l'identité berbères ; c) Etat de droit et justice socioéconomique. Certes, en 2001, la première et la troisième composante sont plus centrales que la seconde. Mais cet équilibre s'explique assez simplement par l'ampleur tout à fait inédite de la répression et par une situation socioéconomique beaucoup plus dégradée en 2001 qu'en 1980 par exemple (Cf. ci-dessous). Sans doute aussi, pour ce qui est de la troisième composante, par la présence active au sein du mouvement de groupes marxistes, qui ont occupé un terrain laissé vacant par les partis politiques kabyles traditionnels. D'ailleurs, le rôle et la présence de ces groupes marxisants ne doivent pas être ignorés ou sous-estimés dans tous les mouvements qui ont secoué la Kabylie depuis 1980.

En tout état de cause, contrairement à une vision simpliste, les trois composantes ont toujours été présentes dans tous les mouvements de protestation kabyles, y compris en 1980 lors du «Printemps berbère» où la revendication linguistique et culturelle a été étroitement associée à la revendication démocratique (liberté d'opinion et d'expression, fin du parti unique, etc.). Il faut également rappeler qu'en 1985, ce sont en majorité des militants du mouvement culturel berbère, dont plusieurs avaient déjà été arrêtés en 1980, qui ont porté le projet de Ligue algérienne des droits de l'Homme qui leur a valu les foudres de la Cour de sûreté de l'Etat ! Et en 1963 déjà, l'insurrection armée du FFS s'est faite au nom des libertés démocratiques et pour l'Etat de droit. Il y a donc une réelle continuité dans les motivations et objectifs, autour de la connexion «revendication berbère/revendication démocratique — Etat de droit». Un ensemble d'invariants sont à l'œuvre en Kabylie depuis 1962 et ont été réactualisés une nouvelle fois en 2001 ; ils dessinent une situation de rupture, déjà ancienne et structurelle, de la Kabylie avec l'Etat central, autour des données suivantes :

- sur un substrat de forte culture politique, une attitude largement répandue de défiance vis-à-vis du pouvoir central ;
- une adhésion dominante à la modernité politique et aux valeurs démocratiques ;
- Un attachement profond à la langue et à l'identité berbères, souvent associé à un rejet marqué de la référence arabo-islamique ;
- un lien social encore extrêmement puissant, capable de mobiliser les solidarités traditionnelles et de les articuler avec les solidarités politiques plus récentes.

4. Causes générales et causes locales d'une situation de tension

A un niveau très général, on identifie un ensemble de grandes déterminants sociologiques, historiques et idéologiques qui expliquent l'existence d'une tension structurelle en Afrique du Nord autour de la «question berbère». Depuis 1930, dès que l'on évoque les Berbères ou la langue berbère, le spectre de la «sécession berbère» ressurgit, ainsi que la suspicion «d'atteinte à l'unité de la nation» : la berbérité apparaît comme porteuse d'une remise